



Ministère de l'Éducation nationale : même mépris, mêmes politiques contre l'École publique et ses personnels



La nomination du nouveau gouvernement ne recèle aucune surprise : déni démocratique et casse de la République sociale restent à l'ordre du jour. Les nominations d'Anne Genetet (ministre de l'Éducation nationale) et Alexandre Portier (ministre délégué à la réussite scolaire et à l'enseignement professionnel) sont une nouvelle marque de mépris pour la communauté éducative et l'École publique, alors que cette dernière connaît une crise sans précédent.

Le choix de d'Anne Genetet, 6ème ministre de l'Éducation nationale en deux ans et demi, interroge, est préoccupant et même consternant. Tout laisse à penser qu'elle poursuivra, quoi qu'il en coûte le

« Choc des savoirs », ce projet d'École conservateur et réactionnaire vivement contesté par la communauté éducative. Par ailleurs, l'empressement d'Alexandre Portier à soutenir l'enseignement privé et le DNB obligatoire pour passer en Seconde, laisse comprendre que le tri social et scolaire sera bien leur boussole en matière d'éducation.

Le « Choc des savoirs » ne s'applique pas totalement à cette rentrée grâce à la mobilisation des personnels, initiée par le SNES-FSU et l'intersyndicale éducation. Il a également été désavoué dans les urnes. Nommer Anne Genetet et Alexandre Portier est un affront démocratique.

Les deux nouveaux ministres ont aussi une certaine obsession pour la généralisation du SNU. Mise au pas de la jeunesse, défense de l'École privée, promotion d'un projet d'École de tri social, tout un programme... très loin des enjeux de l'École.

Une continuité inquiétante

Lors des élections législatives, il s'est exprimé à la fois une détermination à barrer la route au Rassemblement national et une profonde volonté de rupture avec les politiques libérales et conservatrices menées par Emmanuel Macron depuis 2017, d'autant plus que ces dernières ont largement alimenté la désespérance sociale. C'est particulièrement vrai dans l'Éducation où les politiques macronistes ont davantage contribué à figer les destins sociaux plutôt qu'à combattre les inégalités et l'échec scolaire.

La nomination de ces deux ministres, comme tout le reste du gouvernement envoie des signaux au Rassemblement national qui tient l'avenir de ce gouvernement entre ses mains. Une décision en forme d'affront pour la démocratie au regard du résultat des élections législatives et qui ne peut qu'aggraver la crise institutionnelle et démocratique. Par ailleurs, le choix de nommer plusieurs ministres ayant tenu des positions homophobes, anti IVG ou ayant milité et voté contre le mariage pour tous, nous fait craindre une volonté de recul sur les droits humains et sociaux et représente un réel danger pour les personnels et les élèves.

Le SNES-FSU à l'offensive !

L'École publique est à un point de bascule : crise de recrutement, perte de sens du métier, séparatisme scolaire et social entretenu par le réseau privé sous perfusion des fonds publics et appuyés par les politiques macronistes. Alors que vont s'ouvrir les débats à l'Assemblée autour du budget avec la ligne libérale de maîtrise des dépenses publiques, le SNES-FSU exige bien au contraire des mesures urgentes pour réparer l'École et une rupture claire avec les politiques menées jusqu'ici. Augmentation des salaires sans contreparties, revalorisation des carrières, diminution des effectifs dans les classes et moyens pour l'École inclusive, abrogation du « Choc des savoirs », abandon des réformes Blanquer et de Parcoursup, abandon du Pacte, relance ambitieuse de l'Éducation prioritaire... Voilà les urgences ! Le SNES-FSU mènera campagne avec la profession et appelle dès maintenant à la grève le mardi 1^{er} octobre.